

Budget 2026



Présentation à l'intention des membres de la Commission sur les finances et l'administration

Patrice F. Guay
Directeur de service et avocat en chef de la Ville
Service des affaires juridiques





Plan de la présentation

Organigramme 2026

Faits saillants 2025 et impacts

Budget de fonctionnement

1. Évolution budgétaire 2025
2. Objectifs 2026
3. Budget 2026
 - a. Sommaire des revenus et dépenses par compétences
 - b. Principaux écarts 2026 vs 2025
 - c. Variations de l'effectif par catégories d'emplois

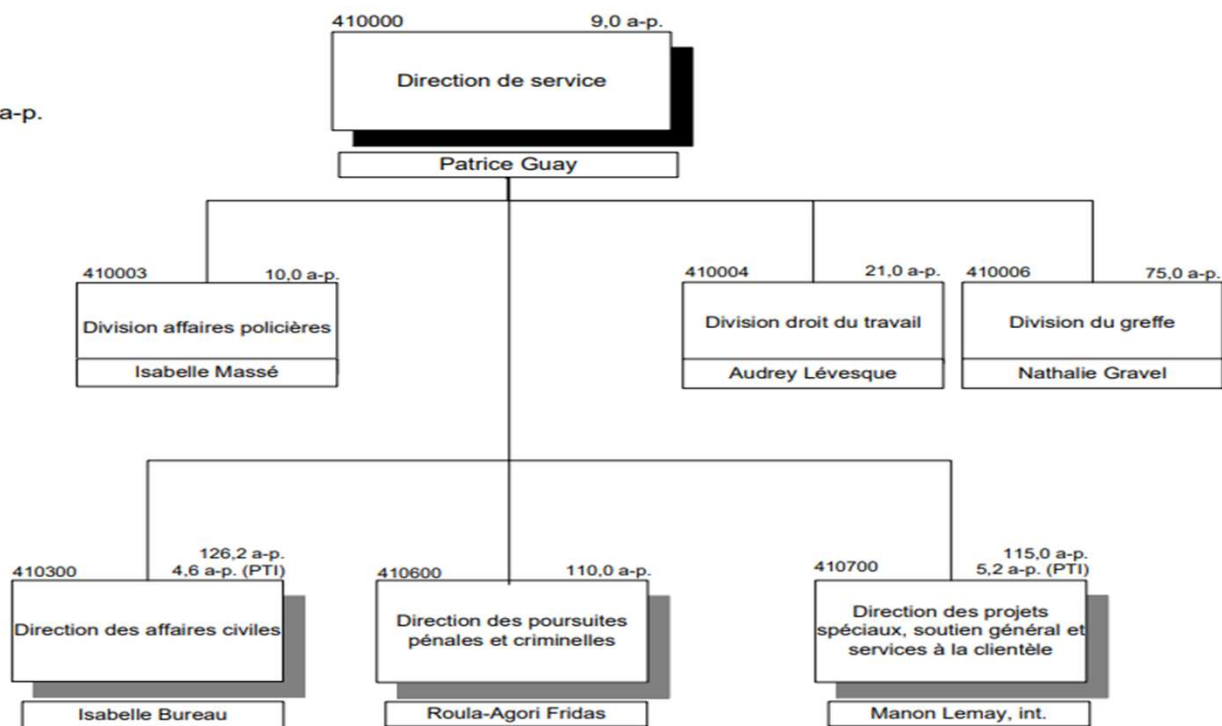
Période de questions

Organigramme 2026

Service des affaires juridiques

Budget 2026

Total a-p. : 476 a-p.
 Budget fonctionnement : 466,2 a-p.
 PTI : 9,8 a-p.





Faits saillants 2025 et impacts

- Revue et optimisation de divers processus du périmètre de la cour municipale;
- Maintien et stabilisation des délais judiciaires à la cour municipale;
- Revue et optimisation des activités dans les points de service;
- Consolidation des nouveaux processus de la perception;
- Accompagnements opérationnels ciblés (par exemple : hébergement touristique, politique vie nocturne, formations SIM);
- Représentation dans une multitude de dossiers d'envergure.

Budget de fonctionnement 2026



1. Évolution budgétaire 2025 – Revenus

(en milliers de dollars)

	Conseil municipal	Conseil d'agglomération	Total
○ Circulation et stationnement :			
Relevant des constats du SPVM			83 841,3 \$
Relevant des constats de stationnement de l'Agence de mobilité durable			107 649,1 \$
			= 191 490,4 \$
	106 879,7	84 610,7	191 490,4
○ Règlements municipaux, Lois provinciales, Code criminel	4 189,0	11 110,2	15 299,2
○ Subvention gouvernementale - programme sur violence conjugale		2 106,3	2 106,3
○ Autres (principalement litiges contractuels 1,016M\$)	1 016,2	183,0	1 199,2
Total Budget original 2025 et comparatif 2025	112 084,9	98 010,2	210 095,1
Prévisions 2025	128 730,4	103 397,4	232 127,8
Surplus (déficit)	16 645,5	5 387,2	22 032,7
<u>Explications des principaux écarts</u>			
<u>Revenus des constats d'infraction émis</u>			
○ Revenus des constats rattachés à la circulation et au stationnement :			
Relevant des constats du SPVM et des constats de stationnement de l'Agence de mobilité durable (inclut un revenu de 580 \$ pour la SAAQ, équivalent à l'augmentation de 580 \$ de la dépense)	17 157,8	8 304,5	25 462,3
○ Revenus rattachés aux constats de règlements municipaux, de lois provinciales et du Code criminel	(1 483,3)	(4 061,0)	(5 544,3)
<u>Autres revenus</u>			
○ Liés aux litiges contractuels plus élevés que le budget	971,0	-	971,0
○ Subvention avec le ministère de la Justice quant au traitement des dossiers de violence conjugale par la cour municipale	-	1 143,7	1 143,7
Surplus (déficit)	16 645,5	5 387,2	22 032,7

1. Évolution budgétaire 2025 – Dépenses

(en milliers de dollars)

	Conseil municipal	Conseil d'agglomération	Total
Budget original 2025	21 904,0	53 567,9	75 471,9
Contribution au plan de révision et optimisation des activités de la Ville.	-	(348,0)	(348,0)
Budget modifié 2025	21 904,0	53 219,9	75 123,9
Transfert de 1 poste en provenance d'un autre service.	184,6	-	184,6
Budget comparatif 2025	22 088,6	53 219,9	75 308,5
Virement budgétaire en provenance d'une autre unité administrative requis pour le paiement du dernier semestre 2025 de la Magistrature.	-	800,0	800,0
Virement budgétaire en provenance d'une autre unité administrative requis pour assurer le paiement des factures rattachées aux activités de la cour municipale.	-	1 400,0	1 400,0
Budget comparatif modifié 2025	22 088,6	55 419,9	77 508,5
Prévisions 2025	23 463,8	54 690,6	78 154,4
Surplus (déficit)	(1 375,2)	729,3	(645,9)
Explications des principaux écarts			
○ Déficit de 1,5 M\$ dans la Magistrature expliqué par l'indexation statutaire de la Magistrature <550 \$> et l'attribution des charges des juges dorénavant facturée par le ministère de la Justice du Québec sur les services rendus par la Magistrature depuis le 1er juillet 2024 <970,2 \$>, plus élevées que le budget, financé partiellement par un virement budgétaire de 800 \$ en provenance du budget d'une autre unité administrative.	-	(720,2)	(720,2)
○ Économie de 0,95 % sur la masse salariale attribuable aux économies sur postes vacants et réaménagements de postes entre compétences et unités administratives au cours de l'année.	(1 375,2)	1 877,5	502,3
○ Déficit de 1,8 M\$ dans les dépenses courantes d'opérations de la cour municipale, notamment suite à l'augmentation de 90 % du tarif par dossier de la SAAQ et de 25 % des frais de Postes Canada, financé partiellement par un virement budgétaire de 1,4 M \$ en provenance du budget d'une autre unité administrative.		(428,0)	(428,0)
Déficit	(1 375,2)	729,3	(645,9)



2. Objectifs 2026

- D'ici au 31 décembre 2026 :
 - Avoir réalisé deux projets d'amélioration des activités rattachées aux activités de la cour municipale (salle numérique et preuve numérique, sanctions administratives pécuniaires);
 - Avoir réalisé les travaux préliminaires en vue de l'implantation du nouveau logiciel pour le volet juridique (DAC);
 - Avoir tenu des rencontres avec les représentants du ministère de la Justice du Québec sur les compétences particulières de la cour municipale;
 - Avoir organisé une activité de mobilisation au sein de chaque direction;
 - Avoir organisé trois ateliers de formation auprès des unités d'affaires collaborant avec le service;
 - Avoir planifié les travaux requis en vue d'une gestion documentaire numérique.

2. Budget 2026

a) Sommaire des revenus et dépenses par compétences

(en milliers de dollars)

	Revenus						
	Réel comparatif 2021	Réel comparatif 2022	Réel comparatif 2023	Réel comparatif 2024	Prévision comparative 2025	Budget comparatif 2025	Budget 2026
Conseil municipal	86 048,0	83 641,7	100 510,5	107 145,3	128 730,4	112 084,9	126 370,1
Conseil d'agglomération	74 417,8	80 273,6	80 151,6	101 842,1	103 397,4	98 010,2	111 142,9
Total	160 465,8	163 915,3	180 662,1	208 987,4	232 127,8	210 095,1	237 513,0

(en milliers de dollars)

	Dépenses						
	Réel comparatif 2021	Réel comparatif 2022	Réel comparatif 2023	Réel comparatif 2024	Prévision comparative 2025	Budget comparatif 2025	Budget 2026
Conseil municipal	18 849,4	19 358,7	20 666,3	21 945,3	23 463,8	22 088,6	22 869,8
Conseil d'agglomération	48 252,7	49 257,8	48 854,7	52 936,8	54 690,6	53 219,9	57 253,5
Total	67 102,1	68 616,5	69 521,0	74 882,1	78 154,4	75 308,5	80 123,3

2. Budget 2026

b) Principaux écarts 2026 vs 2025 – Revenus

(en milliers de dollars)

	Conseil municipal	Conseil d'agglomération	Total
Comparatif 2025	112 084,9	98 010,2	210 095,1
○ Subvention avec le ministère de la Justice quant au traitement des dossiers de violence conjugale par la cour municipale.		1 643,7	1 643,7
○ Indexation annuelle de 1,9 % des tarifs prévue au Règlement sur les frais exigibles pour la fourniture de documents pour la transcription, la reproduction et la transmission de documents (budget de 54,9 \$).		1,0	1,0
<u>Circulation et stationnement :</u>			
○ Augmentation de 21,6 M\$ afin de refléter la performance accrue des agents de stationnement et de la police.	12 085,2	9 488,0	21 573,2
○ Augmentation de 2,2 M\$ liée à la majoration en 2026 relativement à certaines infractions commises en matière de stationnement.	2 200,0		2 200,0
○ Augmentation de 2,0 M\$ résultant de la hausse de 22 \$ à 42 \$ du tarif par dossier de la SAAQ en application du Code de la sécurité routière.		2 000,0	2 000,0
Variation totale	14 285,2	13 132,7	27 417,9
Budget 2026	126 370,1	111 142,9	237 513,0
<u>Détails par catégorie de revenus :</u>			
○ Circulation et stationnement :			
Relevant des constats du SPVM	83 841,3 \$	5 000,0 \$	89 541,3 \$
Relevant des constats de stationnement de l'Agence de mobilité durable	107 649,1 \$	16 573,2 \$	127 722,3 \$
	191 490,4 \$	21 573,2 \$	217 263,6 \$
○ Règlements municipaux, Lois provinciales, Code criminel	4 189,0	11 110,2	15 299,2
○ Subvention gouvernementale - programme sur violence conjugale - entente de 2 ans: 3 250 M\$ en 2025 et 3 025 M\$ en 2026		3 750,0	3 750,0
○ Autres (principalement litiges contractuels 1,016M\$)	1 016,2	184,0	1 200,2
Total budget 2026	126 370,1	111 142,9	237 513,0

2. Budget 2026

b) Principaux écarts 2026 vs 2025 – Dépenses

(en années-personnes et en milliers de dollars)

	A-P.	Conseil municipal	Conseil d'agglomération	Total
Comparatif 2025	487,2	22 088,6	53 219,9	75 308,5
○ Indexation statutaire de la rémunération.		1 083,2	1 675,1	2 758,3
○ Création de 5 postes suite à la signature fin 2024 de la convention collective des juristes échue depuis le 31 déc. 2023.	5,0	359,5	285,6	645,1
		(359,5)	(285,6)	(645,1)
○ Economie prévue dans le cadre de la revue des unités 2026 de la Ville.	(26,0)	(290,7)	(2 158,1)	(2 448,8)
○ Divers réaménagements entre compétences, unités administratives et services.	-	(11,3)	(57,6)	(68,9)
○ Montant additionnel au budget 2026 pour l'attribution des charges des juges dorénavant facturée par le ministère de la Justice du Québec sur les services rendus par la Magistrature.		-	2 574,2	2 574,2
○ Augmentation de 2,0 M\$ résultant de la hausse de 22 \$ à 42 \$ du tarif par dossier de la SAAQ en application du Code de la sécurité routière.	-	-	2 000,0	2 000,0
Variation totale	(21,0)	781,2	4 033,6	4 814,8
Budget 2026	466,2	22 869,8	57 253,5	80 123,3

2. Budget 2026

c) Variations de l'effectif par catégories d'emplois

	(en milliers de dollars)					
	Budget comparatif 2021	Budget comparatif 2022	Budget comparatif 2023	Budget comparatif 2024	Budget comparatif 2025	Budget 2026
Rémunération et cotisations de l'employeur						
Cadres de gestion	4 853,8	5 105,1	5 570,8	5 866,2	6 174,2	6 428,5
Cadres conseil	1 677,1	2 020,8	1 964,9	1 983,6	2 085,7	2 542,1
Sous-total — Cadres	6 530,9	7 125,9	7 535,7	7 849,8	8 259,9	8 970,6
Juges	9 117,9	9 317,1	10 479,7	10 704,7	-	-
Cols blancs	24 541,4	25 942,6	27 210,7	26 565,6	26 759,0	24 332,9
Juristes et Professionnel(le)s	17 942,8	18 428,9	20 433,5	20 340,4	21 294,3	23 171,1
Gestion des postes vacants	(2 446,1)	(3 667,0)	(3 691,8)	(3 613,2)	(3 635,1)	(3 651,5)
Total	55 686,9	57 147,5	61 967,8	61 847,3	52 678,1	52 823,1



Période de questions



Annexes

Annexes

1. Mission
2. Organigramme 2025
3. Objectifs et réalisations 2025
4. Bilan en matière de santé et sécurité au travail

Annexes - Budget de fonctionnement

1. Indicateurs de performance
2. Indicateurs clés – Diversité en emploi – Représentation
3. Indicateurs clés – Diversité en emploi – Embauche
4. Budget 2026 : Revenus et dépenses par objets
5. Budget 2026 : Revenus et dépenses par objets – Explication des écarts
6. Budget 2026 : Dépenses par catégories d'emplois





1. Mission

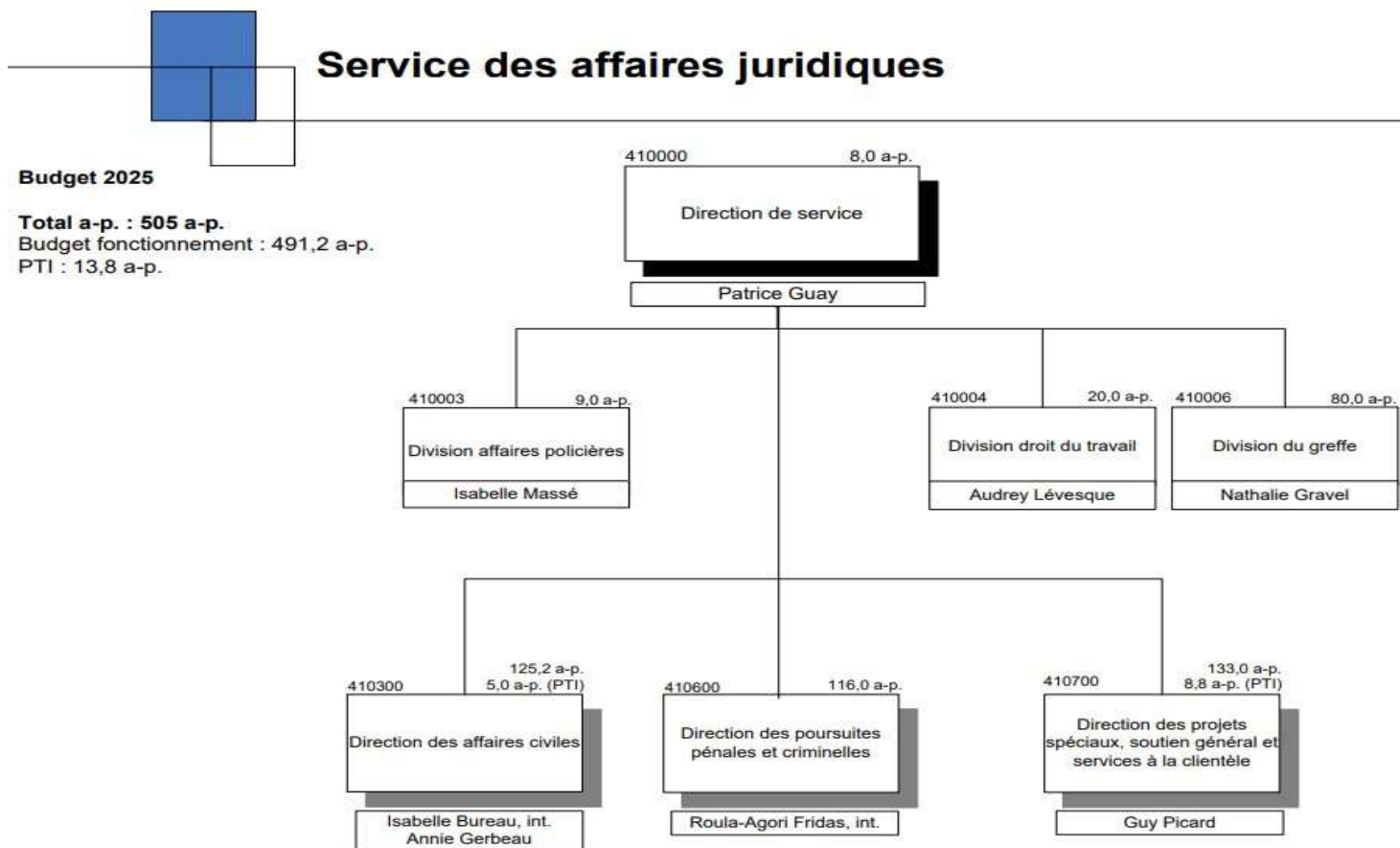
Le Service des affaires juridiques a principalement trois grandes missions :

- Pourvoir aux besoins d'accompagnement, de conseils et de représentation juridique des diverses autorités administratives de la Ville de Montréal (services centraux et arrondissements) y compris la gestion des réclamations et les dossiers judiciairisés en relations de travail;
- Assurer la représentation de la poursuite des 16 municipalités de l'agglomération de Montréal, de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM), de la Société de transport de Montréal (STM), de Sa Majesté le Roi dans les dossiers traités par la cour municipale de Montréal en matières pénale et criminelle relevant de sa compétence;
- Assurer les services d'une cour municipale accessible, moderne et efficace ayant pour objectif d'offrir une justice de proximité à l'ensemble des justiciables de l'agglomération de Montréal.

Champs d'action :

- Assistance-conseil juridique de la Ville de Montréal;
- Rédaction de règlements municipaux et de contrats;
- Représentation devant les tribunaux de droit commun et divers tribunaux administratifs;
- Procureur de la poursuite en matières pénale et criminelle;
- Administration des divers programmes sociaux au sein de la cour municipale de Montréal;
- Gestion de la cour municipale de Montréal.

2. Organigramme 2025



3. Objectifs et réalisations 2025

Objectif 1 : Poursuite de la revue des compétences particulières de la cour municipale.

- Discussions avec le ministère de la Justice sur les coûts des activités liées au criminel (partie XXVII du Code criminel ainsi que ceux découlant de l'application de la *Loi visant notamment à réformer les cours municipales et à améliorer l'efficacité, l'accessibilité et la performance du système de justice.*

Objectif 2 : Consolidation de l'accompagnement des services émetteurs en matière de sécurité.

- Accompagnement rapproché dans la transition vers les constats billets auprès des services émetteurs;
- Création d'un guide de travail pour les constats billets dédiés au personnel.

Objectif 3 : Continuation de la modernisation des outils numériques de gestion et d'exploitation de la cour municipale.

- Reprise des travaux afin d'octroyer un nouveau contrat pour accompagner la cour municipale dans sa transition numérique;
- Introduction en salle d'audience d'une capacité de production de formulaires requis dans l'exercice de la compétence en droit criminel;
- Revue et consolidation de l'ensemble des statistiques de la cour municipale.

Objectif 4 : Continuation de la modernisation des outils de gestion et d'exploitation du périmètre de la DAC, de la Division des affaires policières et de la Division du droit du travail.

- Octroi du contrat pour l'implantation d'une nouvelle solution d'affaires;
- Travaux préliminaires en vue de l'implantation et tests pour transfert des données.

3. Objectifs et réalisations 2025

Objectif 5 : Continuation des travaux d'amélioration des activités de la Division de la perception des amendes (DPS).

- Amélioration des résultats en lien avec nos divers modes de recouvrement;
- Consolidation des équipes et des nouveaux processus;
- Revue et optimisation des travaux de radiation.

Objectif 6 : Accompagnements ciblés de la Direction des affaires civiles en lien avec les divers projets prioritaires de Montréal 2030.

- Accompagnements opérationnels ciblés (par exemple : hébergement touristique et politique vie nocturne;
- Représentation dans une multitude de dossiers d'envergure.

Objectif 7 : Revue et optimisation de divers processus du périmètre de la Direction des poursuites pénales et criminelles.

- Revue du processus de signification et introduction de notifications par avis publics;
- Analyse et optimisation des processus d'affaires liés à l'émission des constats (arrondissements et villes reconstituées);
- Amélioration de l'offre de formation dans l'optique de développer une meilleure autonomie opérationnelle des officiers émetteurs.

Objectif 8 : Revue et optimisation des activités dans les points de service.

- Déploiement des paiements des ententes en ligne;
- Prise de rendez-vous en ligne.



4. Bilan en matière de santé et sécurité au travail

Bilan au 20 octobre 2025

Quatre (4) accidents de travail, dont un (1) avec perte de temps.

Activités de prévention :

- Élaboration d'un Plan de prévention qui prévoit des mesures de prévention et des moyens de contrôle des risques;
- Tenue des comités locaux SST;
- Inspections annuelles des lieux de travail;
- Secouristes : formation pour renouvellement des certificats de secouriste;
- Ergonomie : évaluations ergonomiques de postes de travail préventives et/ou correctives;
- Formation : interagir avec des clientèles difficiles;
- Ateliers tenus sur la gestion de la charge de travail;
- Étude sur la qualité de l'air.



Annexes

Budget de fonctionnement



1. Indicateurs de performance du service

Ensemble des statistiques liées aux activités de la cour municipale de Montréal, notamment :

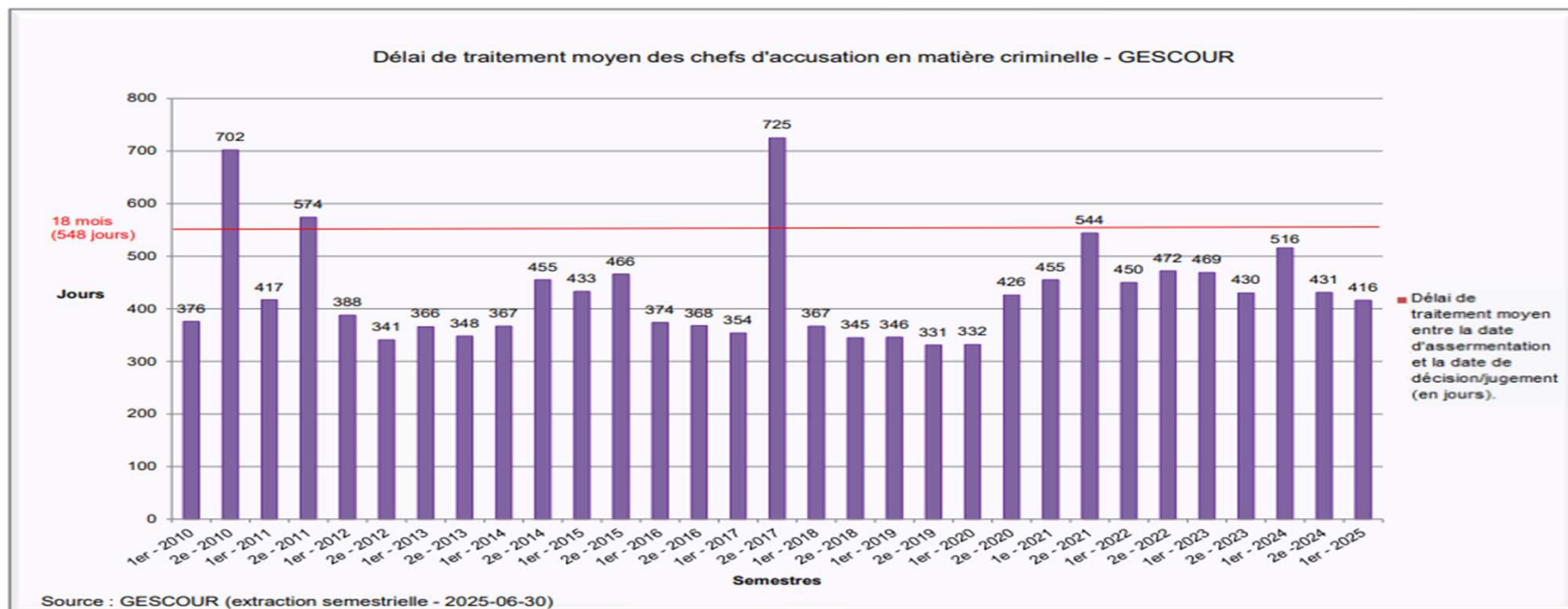
- Délais d'audition des dossiers en matières criminelle et pénale;
- Nombre de dossiers pénaux par défaut en attente de jugement;
- Diverses statistiques d'utilisation des ressources de la cour;
- Données financières liées aux activités de recouvrement (percepteur des amendes).

Ensemble des statistiques liées aux mandats confiés aux juristes et analystes en droit, notamment :

- Nombre de dossiers, cycles de vie des dossiers et délais de fermeture;
- Nombre de réclamations (Division du Bureau des réclamations de la Direction des affaires civiles).

1. Indicateurs clés du Service (suite)

Délai de traitement en matière criminelle - avec décision finale/jugement 1 janvier 2010 au 30 juin 2025

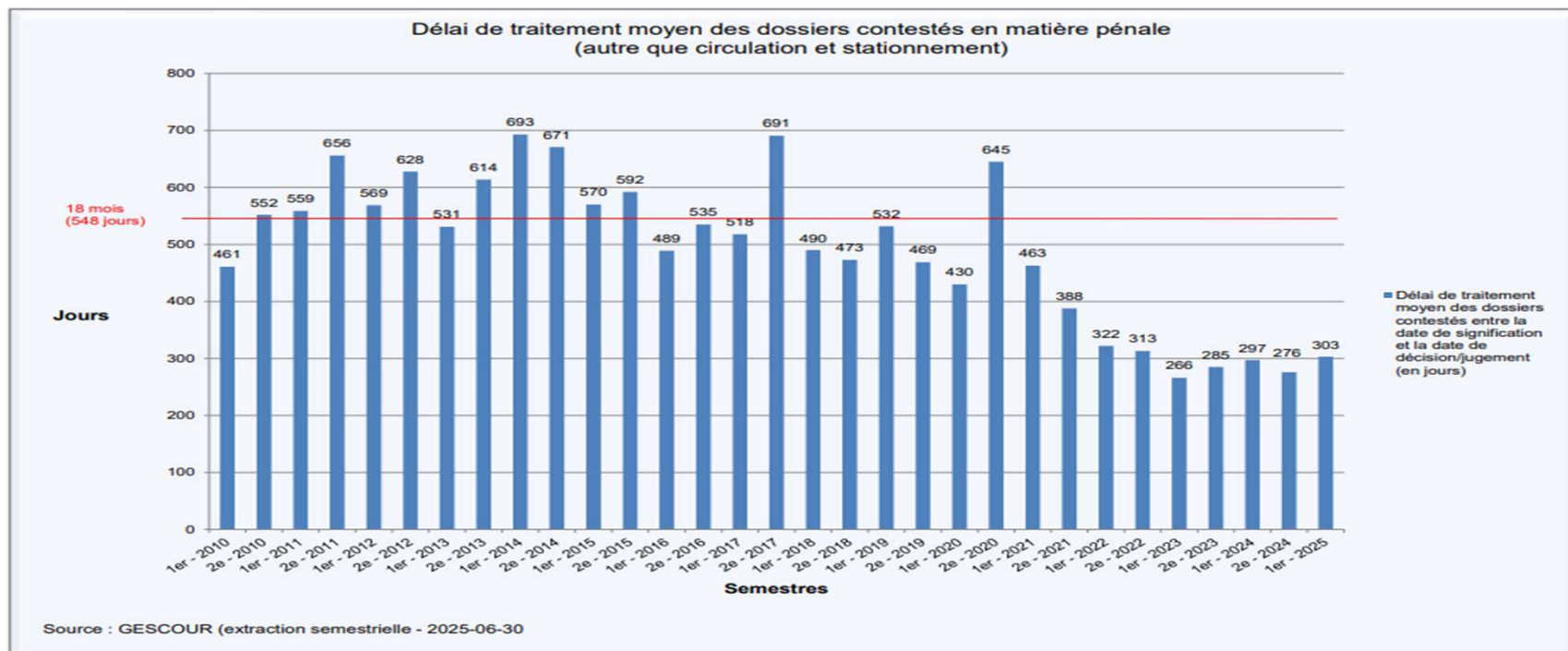


Au 1er semestre 2025 :

- **Diminution de 15 jours** du délai de traitement moyen des chefs d'accusation (**416 jours** - 13,5 mois). La médiane est de 315 jours (10,5 mois).
- **Diminution** du nombre de chefs d'accusation avec décision/jugement rendu, soit **6 895** comparativement à 7 519 au même semestre en 2024. Sur les 6895 chefs d'infraction avec décision/jugement rendu, 5140 ont été traités en moins de 18 mois (**75%**).

1. Indicateurs clés du Service (suite)

**Délai de traitement en matière pénale (autre que circulation et stationnement) - avec décision finale/jugement
1 janvier 2010 au 30 juin 2025**

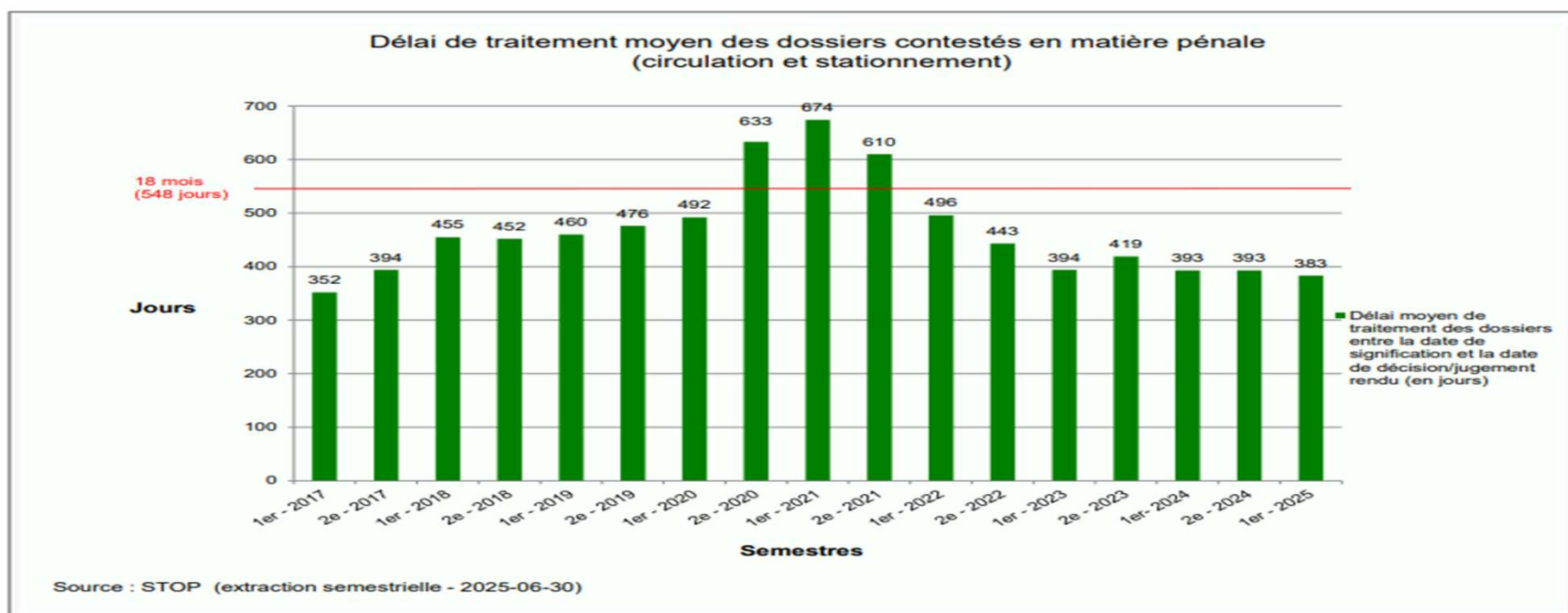


Au 1er semestre 2025 :

- **Augmentation de 27 jours** du délai de traitement moyen des dossiers (**303 jours** - 10 mois). La médiane est de 229 jours (7,5 mois).
 - **Diminution** du nombre de dossiers avec décision / jugement rendu, soit **2172** comparativement à 2485 au même semestre en 2024.
- Sur les 2172 dossiers avec décision / jugement rendu, 2058 ont été traités en moins de 18 mois (**95%**).

1. Indicateurs clés du Service (suite)

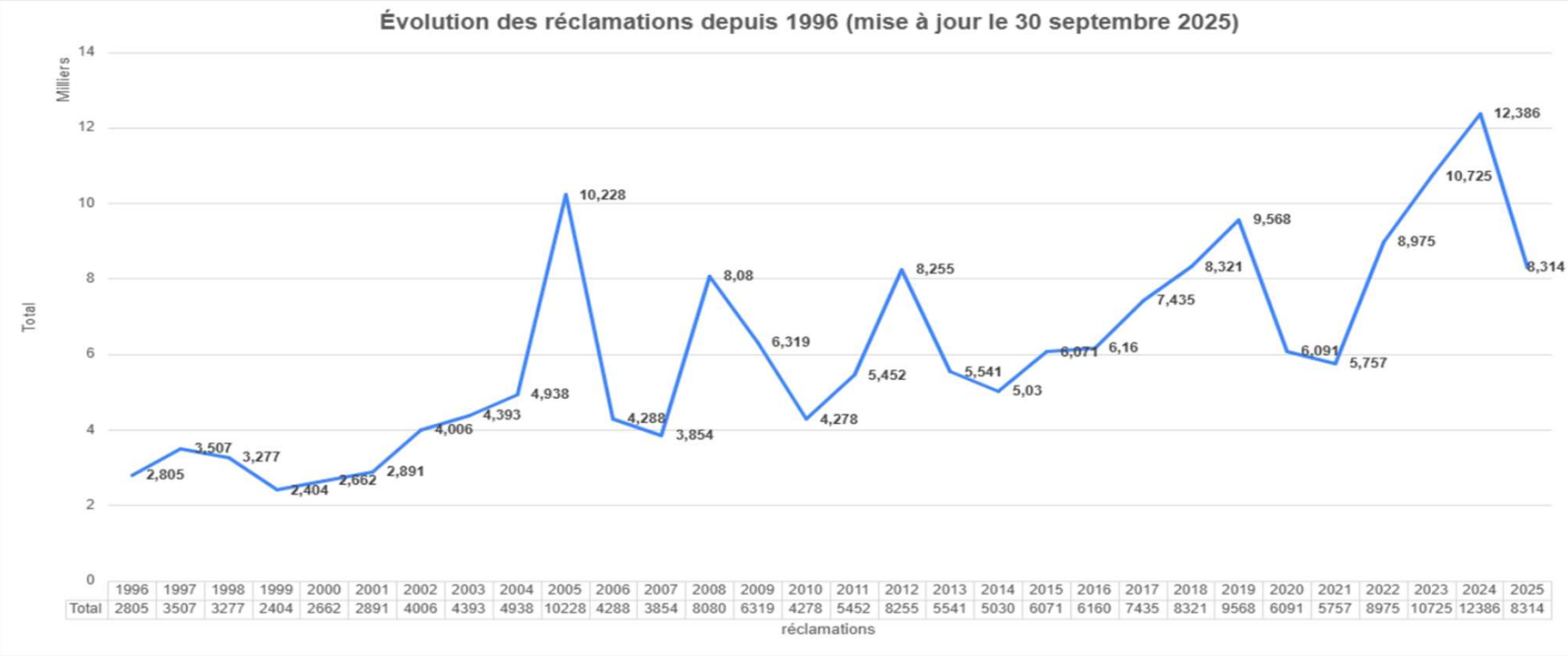
Délai de traitement des dossiers contestés en matière pénale (circulation et stationnement) - avec décision finale/jugement du 1 janvier 2017 au 30 juin 2025



Au 1er semestre 2025 :

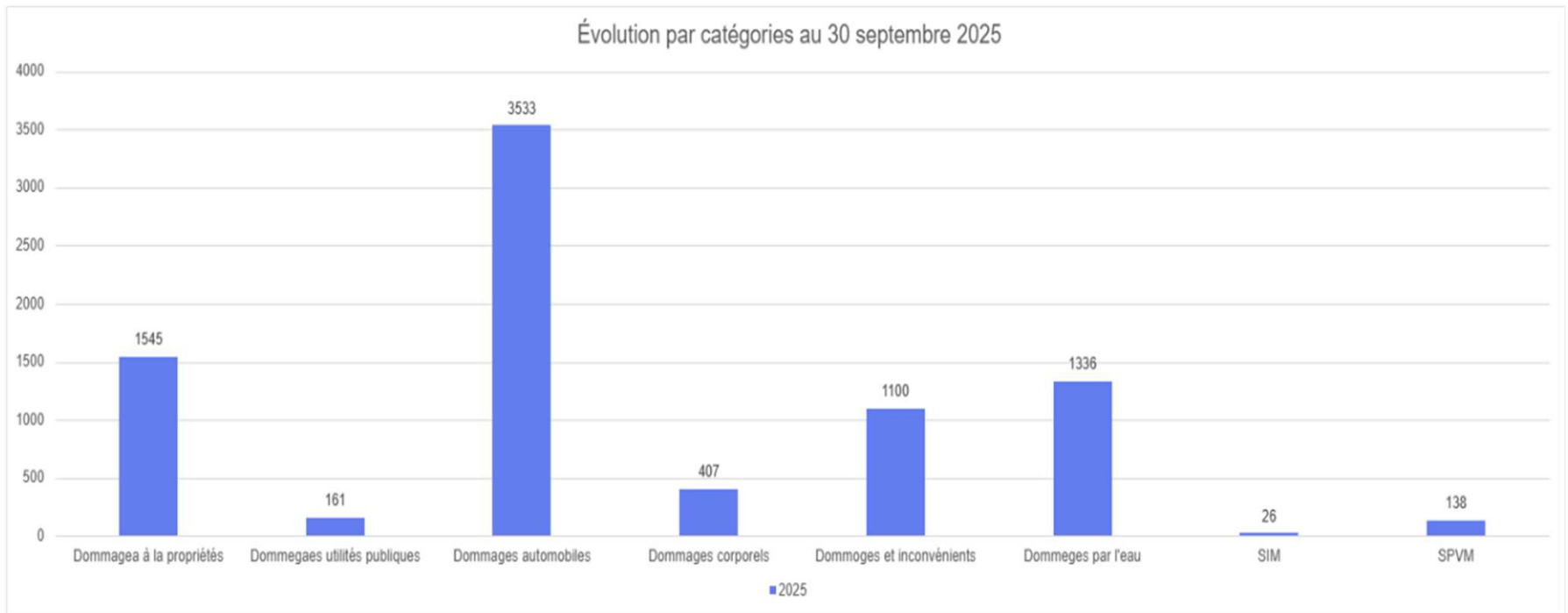
- **Diminution** du nombre de jours de délai de traitement moyen des dossiers (**383 jours** - 13 mois). La médiane est de 375 jours.
- **Diminution** du nombre de dossiers avec décision/jugement rendu, soit **43 848** dossiers comparativement à 45 232 au même semestre en 2024. Sur les 43 848 dossiers avec décision/jugement rendu, 42 930 ont été traités en moins de 18 mois (**98%**).

1. Indicateurs clés du Service (suite)
Bureau des réclamations | Direction des affaires civiles



1. Indicateurs clés du Service (suite)

Bureau des réclamations | Direction des affaires civiles



2. Indicateurs clés — diversité en emploi — Représentation

Représentation des groupes visés par l'accès à l'égalité en emploi au 30 septembre 2025

Groupe visé		
Femmes	371	73,47 %
Autochtones	0	0,00 %
Minorités visibles	139	27,52 %
Minorités ethniques	52	10,30 %
Personnes handicapées	8	1,58 %
Total ¹	505	

1. Ce nombre représente le total des employées et des employés actifs visés par l'accès à l'égalité en emploi. Une personne peut appartenir à plus d'un groupe.

3. Indicateurs clés — diversité en emploi — Embauche

Embauche des groupes visés par l'accès à l'égalité en emploi

Groupe visé		
Femmes	39	70,90 %
Autochtones	0	0,00 %
Minorités visibles	21	38,18 %
Minorités ethniques	9	16,36 %
Personnes handicapées	2	3,63 %
Total des embauches ¹	55	

1. Ce nombre représente le total des employées et des employés embauchés et visés par l'accès à l'égalité en emploi. Une personne peut appartenir à plus d'un groupe.

4. Budget 2026 – Revenus et dépenses par objets

(en milliers de dollars)

	Réel comparatif 2021	Réel comparatif 2022	Réel comparatif 2023	Réel comparatif 2024	Prévision comparative 2025	Budget comparatif 2025	Budget 2026
Autres services rendus	5 205,4	485,5	2 002,0	2 530,8	1 071,1	1 070,1	1 071,1
Autres revenus	153 780,7	161 946,3	177 422,1	204 233,1	227 306,7	206 918,7	232 691,9
Transferts (subvention gouvernementale)	1 479,7	1 483,6	1 238,0	2 223,6	3 750,0	2 106,3	3 750,0
Total	160 465,8	163 915,4	180 662,1	208 987,5	232 127,8	210 095,1	237 513,0

Dépenses par objets

(en milliers de dollars)

	Réel comparatif 2021	Réel comparatif 2022	Réel comparatif 2023	Réel comparatif 2024	Prévision comparative 2025	Budget comparatif 2025	Budget 2026
Rémunération et cotisations de l'employeur	57 457,6	57 852,1	59 650,3	57 137,4	52 725,9	52 678,1	52 823,1
Transport et communication	1 706,5	2 186,2	1 752,2	2 394,4	2 840,0	1 932,1	1 932,1
Services professionnels	2 275,1	2 500,3	2 037,0	7 899,4	15 375,0	14 475,9	16 405,0
Services techniques et autres	4 755,5	5 222,5	5 322,5	6 205,5	6 385,9	5 528,4	8 269,1
Location, entretien et réparation	250,0	204,9	177,2	305,3	205,2	129,8	129,8
Biens non durables	452,1	471,9	417,1	492,7	423,5	378,1	378,1
Biens durables	169,4	156,1	143,1	438,5	188,9	176,1	176,1
Contributions à des organismes	10,0	15,0	17,7	20,0	10,0	10,0	10,0
Autres objets	25,7	7,4	4,1	(11,0)	-	-	-
Total	67 101,9	68 616,4	69 521,2	74 882,2	78 154,4	75 308,5	80 123,3

6. Budget 2026 – Dépenses par catégories d'emplois (a-p,)

	Années-personnes					
	Budget comparatif 2021	Budget comparatif 2022	Budget comparatif 2023	Budget comparatif 2024	Budget comparatif 2025	Budget 2026
Rémunération et cotisations de l'employeur						
Cadres de gestion	27,0	28,0	29,0	31,0	30,0	31,0
Cadres conseil	12,0	14,0	14,0	14,0	15,0	18,0
Sous-total — Cadres	39,0	42,0	43,0	45,0	45,0	49,0
Juges	31,0	31,0	31,0	31,0	-	-
Cols blancs	320,2	319,2	320,2	313,2	306,2	277,2
Juristes et Professionnel(le)s	127,0	131,0	134,0	134,0	136,0	140,0
Gestion des postes vacants	-	-	-	-	-	-
Total	517,2	523,2	528,2	523,2	487,2	466,2



Coordonnées

Me Patrice F. Guay

Directeur des Affaires juridiques et avocat en chef de la Ville

514 872-2919

775, rue Gosford, 4e étage

Montréal (Québec) H2Y 3B9